



Faits saillants

- ❖ Pologne : méga-investissement d'Intel dans les semi-conducteurs (4,2 Mrds Euros)
- ❖ Tchéquie : la réforme des retraites sur les rails
- ❖ Estonie : augmentation de la TVA le 1^{er} janvier 2024
- ❖ Lituanie : augmentation des défaillances d'entreprises

LE CHIFFRE À RETENIR

21,9%

L'inflation (HIPC) en Hongrie en mai, la plus élevée de l'Union européenne

Dossier du mois : Les dépenses de défense en Europe centrale et balte

Après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014, les pays membres de l'OTAN se sont entendus pour porter à 2% de leur PIB leurs dépenses de défense à l'horizon 2024. Si à cette époque ils ne remplissaient pas cet objectif, les pays baltes et la Pologne ont engagé un important effort de réarmement et se trouvaient déjà au dessus de ce seuil avant l'invasion russe de l'Ukraine début 2022. Ces mêmes Etats prévoient désormais d'augmenter encore leurs dépenses de défense, qui devraient atteindre sous peu les 3% du PIB. Les autres Etats d'Europe centrale (Hongrie, Slovaquie et Tchéquie) visent le seuil des 2% en 2024.

Pologne

Loi de finances rectificative et déficit accru pour 2023

Une loi de finances rectificative présentée le 9 juin par le gouvernement intègre les conséquences budgétaires pour 2023 de mesures qui entreront en vigueur avant les élections. C'est notamment le cas du versement « avant le 30 septembre » d'une prime exceptionnelle aux fonctionnaires (2 Mds PLN), de l'augmentation des dotations aux collectivités locales (+14 Mds PLN), ainsi que de la création d'une réserve budgétaire pour "lutter contre les conséquences de la crise causée par la guerre contre l'Ukraine" (16 Md PLN) dont les modalités d'utilisation ne sont pas connues. Enfin, cet amendement acte budgétairement la prolongation jusqu'au 31/12/2023 de la TVA réduite à 0% sur les produits alimentaires de base (qui devait s'éteindre fin juin). Au final, la loi de finances rectificative se traduit par une augmentation du déficit budgétaire prévisionnel 2023 de 0,8 points de pourcentage du PIB, par rapport au budget initial 2023 (qui tablait sur un déficit de 4,5%). Dans un contexte de croissance moindre qu'initialement envisagé, il est désormais acquis que le déficit public de l'année en cours sera supérieur à 5% du PIB.

Inquiétude du secteur bancaire après le nouvel arrêt de la CJUE sur les crédits en CHF

Moment important dans le dossier des crédits immobiliers indexés sur le franc suisse, la CJUE a émis le 15 juin un nouvel arrêt, qui constitue un revers pour les banques : la CJUE considère qu'en cas d'annulation d'un contrat de prêt hypothécaire pour causes de clauses abusives (moyen majoritairement utilisé dans les procès en cours), les consommateurs sont fondés à demander une compensation à la banque allant au-delà du remboursement des mensualités versées. A l'inverse, les banques ne sont pas fondées à demander plus que le remboursement du capital. Face à cet avis très favorable aux emprunteurs, l'ensemble de la profession bancaire craint un nouveau « boom » de plaintes, comme cela avait été le cas après un arrêt d'octobre 2019. Les banques ont déjà constitué des provisions massives : plus de 37 Mds PLN (8 Mds EUR) à fin 2022, représentant environ 45% du volume total des prêts « actifs » libellés en CHF. Bien qu'il soit trop tôt pour estimer l'impact sur le comportement des débiteurs, dans un scénario du « pire » les banques pourraient être amenées à doubler les provisions déjà passées. D'un point de vue systémique, cependant, le Comité de Stabilité Financière réuni le 16 juin estime que : « *les coûts des réserves supplémentaires ne devraient pas compromettre la stabilité financière, tant qu'ils seront lissés dans le temps [i.e. au rythme du prononcé des jugements] et qu'ils ne s'accompagneront pas de charges réglementaires supplémentaires pour les banques ou de la matérialisation d'autres chocs* ».

Intel annonce le plus important projet d'IDE jamais réalisé en Pologne

Dans le cadre de son plan d'investissements massifs en Europe, l'américain Intel a annoncé la construction d'une nouvelle usine de test et d'assemblage de microprocesseurs près de Wroclaw (Ouest). D'un volume de 4,2 Md EUR, soit l'investissement le plus important jamais réalisé en Pologne d'après le ministère du Développement, le projet créera 2000 emplois directs. La mise en marche de l'usine est prévue en 2027. Le montant de l'aide publique accordée au projet par le gouvernement n'a pas été rendue publique. Dans un communiqué de presse, Intel rappelle qu'il est présent en Pologne depuis une trentaine d'année, notamment via son centre de recherche et développement (R&D) de Gdansk, son plus grand d'Europe avec un effectif de presque 4000 personnes.

Remaniement gouvernemental à quatre mois des élections

Le 21 juin, le président du PiS (parti au pouvoir) Jaroslaw Kaczynski a rejoint le gouvernement en tant que vice-Premier ministre. En même temps, les quatre vice-Premiers ministres (MM. Glinski, Blaszcak, Sasin et Kowalczyk) ont démissionné en gardant toutefois leurs portefeuilles ministériels respectifs (hors M. Kowalczyk qui est ministre sans portefeuille). Les commentateurs interprètent le retour de M. Kaczynski dans l'exécutif polonais par son souci d'assurer une meilleure efficacité du gouvernement à l'approche des élections, prévues mi-octobre, qui s'annoncent serrées.

Les taux restent inchangés, l'inflation continue de baisser

Lors de sa séance du 6 juin, le Conseil de politique monétaire de la Banque centrale (MPC) a décidé de maintenir son taux de référence, qui se situe à 6,75% depuis septembre 2022. Le MPC considère que l'inflation (CPI), quoique élevée, continue de baisser (12,5% en g.a. en mai vs. 14,0% en avril). Le MPC estime par ailleurs que l'évolution plutôt négative de la conjoncture chez les principaux partenaires économiques de la Pologne, ainsi qu'un essoufflement de la demande domestique, permettront d'atténuer les pressions inflationnistes et de ramener "progressivement" l'inflation jusqu'au niveau de référence (2,5% +/- 1 point).

	Décembre 2022	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
Inflation (% , g.a.)	15,3	15,2	14,0	12,5
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,0	11,6	11,3	10,4
Taux de chômage (% population active)	2,8	2,7	2,7	n.c.
Taux directeur (% , NBP)	6,75	6,75	6,75	6,75

Source : Eurostat, Banque centrale

Hongrie

OCDE : l'économie hongroise ne progressera pas en 2023

Le ralentissement de l'activité économique en Hongrie, entamé en 2022, devrait se poursuivre cette année : le PIB pourrait stagner en 2023, avant de rebondir de 2,5% en 2024. En effet, l'inflation et les taux d'intérêt élevés, comme le manque de confiance général, pèseront sur la consommation et l'investissement. La persistance de la récession sur plusieurs trimestres et la lenteur de la future reprise devraient se traduire par une remontée sensible du taux de chômage. La politique monétaire devrait rester restrictive et la politique budgétaire se resserrer en 2023, contribuant à contenir les tensions inflationnistes. L'OCDE met l'accent sur la nécessaire maîtrise des finances publiques, et la nécessité pour la Hongrie d'obtenir le versement des fonds de l'UE afin de maintenir la confiance des investisseurs et recréer une marge de manœuvre budgétaire pour financer la transition verte. Elle encourage aussi la Hongrie à améliorer la croissance de la productivité, via l'accélération de la numérisation de l'économie et un renforcement de la concurrence comme de la mobilité de la main-d'œuvre.

Nouveau « Plan d'action pour la protection économique »

Les mesures gouvernementales vont perdurer pour les contrats d'électricité : un plafond de 200 euros sera fixé, à partir du 1^{er} juillet, pour trois secteurs : l'industrie manufacturière, les services d'hébergement, et l'entreposage – transport, plus de 5 000 entreprises sont a priori concernées, pour une mesure qui devrait coûter environ 40 Mds HUF (110 M EUR). Par ailleurs, l'utilisation des cartes Szép sera autorisée pour l'achat d'aliments froids entre le 1^{er} août et le 31 décembre, avec un plafond relevé à 200 000 HUF. Enfin, l'impôt sur les bénéfices exceptionnels des entreprises pharmaceutiques sera réduit de moitié, à condition d'investir en contrepartie dans la recherche et le développement ou l'expansion des structures existantes.

L'inflation en Hongrie toujours en tête des classements de l'UE en mai

L'inflation annuelle de 21,9 % en Hongrie a dépassé toutes les autres valeurs de l'IPC (indice des prix à la consommation) en Europe en mai, dont la Pologne et la République tchèque de près de dix points de pourcentage. L'inflation alimentaire y reste très élevée (34,1 % en g.a.), non seulement par rapport à la moyenne de l'UE (15 %), mais aussi vis-à-vis des autres PECO. Elle a cependant diminué par rapport au pic de 47,9 % de décembre 2022. Sur une base mensuelle, on note que les prix refluent (-0,4%), sous l'effet des carburants et de l'énergie domestique.

Amélioration de la balance commerciale hongroise

Pour le troisième mois consécutif, celle-ci affiche un solde excédentaire (308 M€ en avril). Cette évolution est largement liée à la chute des prix mondiaux de l'énergie et, dans une moindre mesure, à la faiblesse des importations. Cette diminution des importations (-4% en avril), la première depuis début 2021, s'explique sans doute par la faiblesse de la demande intérieure expliquée, alors que la Hongrie est en récession depuis maintenant trois trimestres.

La Banque centrale de Hongrie (MNB) abaisse à nouveau un de ses taux d'intérêt et relève sa prévision d'inflation

La MNB a réduit son taux des dépôts au jour le jour (Djj.) de 100 points de base à 16 % le 20 juin après une baisse similaire en mai. Elle a aussi réduit l'extrémité supérieure de son corridor de taux de 100 pb à 18,50 %. Son taux de base reste à 13% et la convergence avec le Djj. est attendue vers septembre-octobre. La MNB a par ailleurs relevé la médiane de sa prévision d'inflation 2023 de 0,25 point de pourcentage à 17,5 %. Les prévisions de croissance du PIB pour cette année (0,0 - 1,5 %), 2024 (3,5 - 4,5 %) et 2025 (3,0 - 4,0 %) restent en revanche inchangées.

	Décembre 2022	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
Inflation (% , g.a.)	25,0	25,6	24,4	21,9
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	15,4	17,4	17,4	16,5
Taux de chômage (% population active)	3,8	3,9	3,9	n.c.
Taux directeur (% , MNB)	13,0	13,0	13,0	13,0

Source : Eurostat, Banque centrale

République tchèque

Conjoncture : croissance nulle au 1^{er} trimestre (0,0% en g.t.) alors que l'inflation poursuit sa baisse (11,1% en mai)

L'Office statistique tchèque a publié une estimation révisée de la croissance au 1^{er} trimestre, à 0,0% en variation glissement trimestriel (g.t., contre +0,1% dans son estimation préliminaire), après un second semestre 2022 de récession technique (0,4% et -0,3% en g.t. au 3^{ème} et 4^{ème} trimestre). Durant 6 trimestres consécutifs, la consommation des ménages s'est réduite d'un trimestre à l'autre. La faiblesse de la demande des ménages a ainsi contribué à ralentir l'inflation, qui est passée 17,5% en janvier à 11,1% en mai en rythme annuel. L'inflation sous-jacente a également nettement ralenti au cours des deux derniers mois, et s'est établie à 8,6% en mai.

PNRR : Approbation de la mise à jour du PNRR en Conseil des ministres

Le gouvernement tchèque a approuvé la mise à jour de son PNRR, comprenant : (1) une demande de prêt auprès de la FRR d'un montant de 137 Md CZK, soit 5,8 Md € ; (2) une augmentation de l'allocation nationale de subventions de 15,3 Md CZK (640 M€) ; (3) l'inclusion de 18,1 Md CZK (760 M€) de subventions du paquet REPowerEU. Cette actualisation du PNRR vient doubler l'enveloppe totale du PNRR de la Tchéquie, passant de 179 Md € à 349 Md CZK (14,7 Md€). Le détail des mesures et projets qui seront financés par ces nouvelles ressources n'a pas été encore rendu public. Le ministre des affaires européennes, M. Martin Dvořák, a indiqué notamment que 40 Md CZK iraient à l'éducation, 20 Md CZK pour des projets d'économie d'énergie, 20 Md CZK pour la rénovation thermique des bâtiments. Certains grands projets d'infrastructures énergétiques, destinés à réduire les dépendances aux hydrocarbures russes (en particulier, projet TAL + de renforcement de l'oléoduc transalpin, projet Stork II de gazoduc avec la Pologne) ne bénéficieraient pas des ressources de ce nouveau PNRR, qui doit être approuvé par la Commission et le Conseil de l'UE.

Réforme des retraites : le gouvernement dévoile les orientations de la réforme

Annoncée dans le programme de la coalition, une réforme paramétrique des retraites a été présentée le 11 mai 2023 par le gouvernement. L'objectif est de rééquilibrer les recettes et dépenses du régime obligatoire par répartition, déjà déficitaire depuis plusieurs années (-0,4% du PIB en 2022) et dont la situation devrait se dégrader fortement en raison de la démographie (projection de déficit du régime à -4% du PIB à long terme). La réforme prévoit notamment un allongement de la durée de cotisation (augmentation de l'âge légal de départ en fonction de l'espérance de vie avec un objectif de durée moyenne de 21,5 ans à la retraite – selon les projections, cet âge légal pourrait atteindre 68 ans pour les personnes nées en 1990 - et durcissement des conditions de départ avant l'âge légal), un ralentissement de la dynamique des pensions (mécanisme de revalorisation moins avantageux, baisse du taux de remplacement des futures pensions), couplées à des incitations au travail des retraités et à l'épargne retraite volontaire par capitalisation.

Finances publiques : le déficit public se creuse plus vite que prévu

Le déficit budgétaire atteint sur les 5 premiers mois de 2023 le montant record de 271 Md CZK (11,5 Md€) pour un objectif annuel de 295 Md CZK. Le gouvernement a tempéré la gravité de la situation en indiquant que des recettes importantes sont attendues à l'été (taxes exceptionnelles sur bénéficiaires des énergéticiens, dividendes des sociétés publiques dont CEZ). Des mesures d'économies de fonctionnement pourraient être décidées dès cette année, au-delà du [plan de consolidation](#)

[budgétaire](#) déjà annoncé, qui ne devrait s'appliquer qu'à partir de 2024. Le conseil des ministres a approuvé le 21 juin le cadrage du budget 2024, avec un déficit budgétaire à 235 Mds CZK. Dans les perspectives à moyen terme, le ministère des Finances prévoit un déficit budgétaire de 200 Mds CZK en 2025 et de 175 Mds CZK en 2026.

Création d'un « Fonds Ukraine » par l'EGAP (compagnie de garantie et d'assurance des exportations)

Le directeur général de la société publique de garantie et d'assurance des exportations (EGAP), David Havlíček, a annoncé la création d'un « Fonds Ukraine » de plusieurs centaines de milliers de CZK pour recommencer à assurer les exportations en Ukraine via des prêts à court terme. Il permettrait un positionnement des entreprises tchèques pour préparer la reconstruction de l'Ukraine.

	Décembre 2022	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
Inflation (% g.a.)	16,8	16,5	14,3	12,5
Inflation sous-jacente (% g.a.)	13,3	12,8	11,4	10,3
Taux de chômage (% population active)	2,3	2,6	2,7	n.c.
Taux directeur (% CNB)	7,0	7,0	7,0	7,0

Source : Eurostat, Banque centrale

Slovaquie

Stabilité financière des banques slovaques

La Banque centrale de Slovaquie a publié en mai son rapport sur la stabilité financière. Le rapport souligne que les banques slovaques ne sont pas exposées aux mêmes risques que les banques à l'étranger puisqu'elles se concentrent sur des stratégies commerciales traditionnelles et sont donc moins dépendantes des marchés financiers. En plus, elles évoluent au sein d'un cadre réglementaire national plus strict. Selon le rapport, l'impact de la hausse des taux d'intérêt est le plus visible dans le cas des prêts hypothécaires aux ménages. Le taux d'intérêt des nouveaux prêts était de 4,1 % en mars 2023, taux le plus élevé depuis 2014. Ainsi, au premier trimestre 2023, le volume des nouveaux prêts hypothécaires était de 31 % inférieur à la moyenne des années 2020-2022. Par contre, les crédits à la consommation ont entamé une croissance à l'automne 2022 après trois années en retrait. Le rapport met en exergue la fragilité des nouveaux crédits hypothécaires du fait notamment de l'extension de leurs durées. Concernant les crédits aux entreprises, depuis septembre, la Banque centrale observe une stagnation.

En tout état de cause, la hausse des taux d'intérêt devrait augmenter la rentabilité des banques, facilitant leur capacité d'absorber des pertes éventuelles. L'adéquation des fonds propres a augmenté pendant le deuxième semestre 2022 jusqu'à 19,6 %. Les banques slovaques disposent également d'un coussin des actifs pondérés en fonction des risques confortable (3,9 %). Afin de renforcer la résilience des banques, à partir du 1^{er} août 2023, le coussin de fonds propres contracyclique passe de 1 à 1,5 % des actifs pondérés en fonction des risques. Le profit de l'ensemble des banques slovaques a ainsi atteint 827 M € en 2022, en hausse de 12 %.

L'activité économique se maintient

Au premier trimestre, l'économie slovaque a connu une croissance de 1% en glissement annuel et de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Pour mémoire, au quatrième trimestre 2022, le PIB avait progressé de 1,1% en g.a. Selon les données de l'Office des statistiques, 8 secteurs économiques sur 10 ont enregistré une augmentation de leur valeur ajoutée. Cette bonne performance résulte principalement de la croissance de 10,1% de l'industrie. Du côté de la demande, la croissance a été tirée par le solde positif du commerce extérieur. En effet, même si les exportations de biens et de services se sont contractées de 4,7%, la chute des importations a été bien plus significative (-13,3%). La demande domestique s'est contractée de 8,2%. D'une part, la consommation finale a baissé de 3%, avec une chute de la consommation des ménages (-2,1%) et de celle l'administration publique (-5,8%). D'autre part, les investissements (formation brute de capital fixe) se sont appréciés de 5,7 %, sans être toutefois en mesure de compenser la chute des stocks. Ainsi, la formation brute de capital a diminué de 27,9 %.

Solidité du marché du travail mais perte de pouvoir d'achat

Au premier trimestre 2023, le salaire moyen s'est établi à 1 327 €, en hausse de 9,5% en glissement annuel (g.a.). Mais du fait de l'inflation les salaires réels se sont contractés de 4,9%. Au T1 2023, le nombre de chômeurs a atteint 169 800, en baisse de 2,9%. Le nombre de chômeurs de longue durée (12 mois et plus) s'est établi à 107 900 (soit 63,5% du total) et a baissé de 7%. Le taux de chômage s'est établi à 6,2%, en baisse de 0,2 point. L'emploi a atteint 2 579 300 personnes, en légère hausse de 0,3% en g.a., dont 2 188 500 employés et 389 500 entrepreneurs. S'agissant du taux d'emploi, il a atteint 76,8%, en hausse de 0,3 point.

Inflation en baisse

En mai, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'est établi à 12,3 % après 14 % en avril. L'indice annuel moyen (la moyenne des douze derniers mois) a atteint 14,1 %. L'indice le plus élevé est celui des produits agroalimentaires et des boissons non alcooliques (21,7 %), toutefois en baisse par rapport à mars (28,2 %) et avril (25,5 %).

	Décembre 2022	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
Inflation (% g.a.)	15,0	14,8	14,0	12,3
Inflation sous-jacente (% g.a.)	9,8	11,7	11,4	10,3
Taux de chômage (% population active)	6,1	6,1	6,1	n.c.
Taux directeur (% BCE)	2,5	3,5	3,5	4,0 (à compter du 21 juin 2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Estonie

La Banque d'Estonie prévoit une légère récession et une hausse du chômage en 2023

La Banque d'Estonie (Eesti Pank) a prévu une légère récession pour 2023, mais l'économie devrait recommencer à croître en 2024. Elle s'attend également à ce que le chômage augmente légèrement et que l'inflation reste autour de 10%. Ses évaluations du T2 2023 montrent que la situation globale de l'économie estonienne est satisfaisante. Cependant, la situation varie d'un secteur à l'autre en raison de l'impact différent des crises récentes. Alors qu'une récession entraîne normalement une hausse du chômage et un ralentissement de la croissance des salaires, le marché du travail estonien s'est jusqu'à présent montré résilient, en raison de la pénurie de main d'œuvre, avec un chômage proche de 5% et une croissance des salaires supérieure à 10%.

L'indice des prix à la production industrielle a augmenté de 0,8% entre mai 2022 et mai 2023

L'IPP, qui exprime les variations des prix à la production des produits industriels fabriqués en Estonie pour le marché intérieur et à l'exportation, a toutefois diminué de 0,3% entre avril et mai 2023. Un analyste de Statistics Estonia explique que, par rapport à avril, l'indice des prix à la production a été principalement affecté par la baisse des prix de la production d'électricité et d'énergie thermique ainsi que par la baisse des prix de production du mazout et du papier. L'indice a aussi été influencé par les hausses de prix à la production dans le secteur du bois et de ses produits ainsi que dans le secteur des produits électroniques.

La TVA augmentera de deux points l'année prochaine

Le parlement a voté une hausse de la fiscalité indirecte. La TVA atteindra 22% à partir de janvier 2024 l'année prochaine. Le droit d'accise sur l'alcool, qui a été augmenté pour la dernière fois en 2018, augmentera désormais de 5% par an entre 2024 et 2026. Les droits d'accise sur les cigarettes et le tabac à fumer, qui ont augmenté de 5% par an ces dernières années, continueront d'augmenter du même montant en 2024-2026. Les médias publics estoniens affirment que le vote fiscal était principalement l'expression d'une confiance du parlement au gouvernement, 59 députés sur 101 ont voté pour.

La hausse des taux de rémunération des dépôts dans les banques estoniennes semble avoir atteint un sommet

Alors que les banques commerciales estoniennes ont augmenté les taux de rémunération des dépôts ces derniers mois, avec des dépôts annuels à terme fixe rapportant 3,5 à 5% d'intérêt, cette hausse pourrait toucher à sa fin. Coop Bank offre actuellement le meilleur taux de rendement sur un dépôt annuel à terme fixe de 5% dans le cadre d'une campagne temporaire. Les représentants de la plupart des banques ont suggéré qu'à mesure que les taux de rendement offerts sont égaux ou supérieurs au taux Euribor, qui devrait plafonner, les intérêts sur les dépôts n'augmenteront probablement pas davantage. Les banques gardent néanmoins un œil constant sur la situation et réagiront en conséquence. Le taux Euribor à six mois, qui régit les taux d'intérêt totaux de la plupart des prêts immobiliers en Estonie, a récemment atteint 3,818%, son plus haut niveau depuis 2008.

	Décembre 2022	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
Inflation (% , g.a.)	17,5	15,6	13,2	11,2
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,5	12,4	10,8	10,7
Taux de chômage (% population active)	5,3	5,9	6,1	n.c.
Taux directeur (% , BCE)	2,5	3,5	3,5	4,0 (à compter du 21 juin 2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Lettonie

En mai, le taux de chômage a diminué à 5,6%

Les données de l'enquête sur les forces de travail menée par le Bureau central des statistiques (CSB) montrent qu'en mai 2023, le taux de chômage réel en Lettonie s'élevait à 5,6% et, par rapport à avril, il a diminué de 0,2 points. Sur l'année, le taux de chômage effectif a baissé de 0,9 points. En mai, le taux de chômage des hommes était en baisse de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 6,2 %, et celui des femmes – de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 5,1 %.

En Lettonie, les femmes gagnent en moyenne 17,1% de moins que les hommes

En 2022, les salaires horaires bruts moyens des femmes étaient inférieurs de 17,1% à ceux des hommes. Comparativement à 2021, l'écart entre les gains horaires moyens des femmes et des hommes a augmenté de 2,5 points de pourcentage. En 2022, l'écart de rémunération le plus important entre les sexes a été enregistré dans les activités artistiques, culturelles et récréatives, où les salaires horaires et traitements des hommes étaient en moyenne 37,2% plus élevés que ceux des femmes, et dans les services d'information et de communication, où l'écart était de 34 % en faveur des hommes. Un écart salarial de plus de 20% (compris entre 28,9% et 20,2%) a été observé dans sept autres secteurs.

La Banque Centrale de Lettonie réduit ses prévisions d'inflation à 8,5% pour 2023 et relève ses prévisions de croissance à 1,2%

Selon la Banque Centrale, l'inflation dans la zone euro a été plus persistante que prévu, malgré la chute des prix de l'énergie cette année et le fait que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement continuent de s'atténuer. À mesure que les prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires chutent, l'inflation globale dans la zone euro devrait continuer de baisser. Toutefois, l'inflation sous-jacente hors produits alimentaires et énergétiques sera plus résiliente avec la hausse des coûts de main-d'œuvre et la vigueur de la demande dans le secteur des services. La Banque de Lettonie a noté que la croissance économique pendant la crise a dépassé les attentes grâce à « un maintien exceptionnel de la consommation privée ». Ceci, se traduit par une augmentation des prévisions de croissance du PIB pour 2023 à 1,2%.

La demande d'obligations « d'épargne » a considérablement augmenté depuis le début de l'année

La demande d'obligations d'épargne (obligations d'Etat offertes aux particuliers) a considérablement augmenté cette année. Au début de cette année, les particuliers possédaient des obligations d'épargne d'une valeur d'environ 15 millions d'euros. Toutefois, ce chiffre a maintenant été multiplié par plus de

sept pour atteindre 107 millions d'euros. Le nombre d'investisseurs a également augmenté, selon le Trésor. Bien que depuis une dizaine d'années, les résidents lettons puissent prêter de l'argent à l'État à l'aide d'obligations d'épargne, ce type d'investissement n'a gagné en popularité que récemment. Cela s'explique principalement par la hausse des taux sur ce type de dépôts qui sont aujourd'hui bien plus rentables qu'auparavant pour les ménages lettons. Selon le Trésor letton, une autre raison de la soudaine popularité de ces opérations est que les citoyens n'ont pas à payer d'impôts sur les intérêts reçus et que l'État ne facture pas de commissions ou que des frais supplémentaires ne surviennent pas lorsqu'une personne achète des obligations d'épargne.

	Décembre 2022	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
Inflation (% , g.a.)	20,7	17,2	15,0	12,3
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	10,7	10,7	10,2	10,4
Taux de chômage (% population active)	6,7	5,9	5,7	n.c.
Taux directeur (% , BCE)	2,5	3,5	3,5	4,0 (à compter du 21 juin 2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Lituanie

L'augmentation des salaires en 2022 n'a pas compensé intégralement la hausse des prix

Selon l'Agence nationale des données, les salaires réels des Litvaniens ont diminué de 5,4% au premier trimestre, en glissement annuel. Il existe cependant des différences entre les salaires réels dans les secteurs public et privé - qui ont davantage baissé pour le premier - avec une baisse respective de 5,8% et 5,2%. Les salaires nominaux ont pourtant augmenté en Lituanie en 2022, de près de 13,3% avec une augmentation de la rémunération des employés publics inférieure de 4,1pp à celle de leurs homologues du privé. Cette tendance est principalement expliquée par la croissance plus rapide des prix, que la hausse des salaires n'est pas parvenue à rattraper.

Modifications en matière de réglementation dans le domaine de l'industrie de la défense

Le président lituanien a promulgué officiellement la loi portant modifications de la loi-cadre sur les investissements dans les zones économiques franches (ZEF) en Lituanie. Le nouveau dispositif permet désormais l'implantation dans les ZEF des entreprises du secteur de la défense et de la sécurité, ce qui avait été interdit depuis 1995. Un projet de loi en cours d'élaboration, qui doit être présenté au Parlement lituanien lors de la session d'automne, vise à réviser et à améliorer la procédure actuelle d'octroi de licences et de certification dans l'industrie de la défense et des innovations.

Entreprises : le nombre de défaillances en augmentation

Selon les données du Département lituanien des statistiques, au premier trimestre 2023, le nombre de défaillances d'entreprises a bondi de 60 % par rapport au trimestre précédent. Sur l'ensemble de 2022, le nombre de procédures ouvertes s'établit à 1041, contre 738 en 2021. Sont concernés en premier lieu le commerce (23,7% du nombre total de défaillances), la construction (20%), l'hôtellerie-restauration

(12,3%), le transports (8,9%), ainsi que l'industrie manufacturière (8,5%).

L'agence Standard and Poor's maintient la note de la Lituanie à « A+ »

S&P Global (ex Standard and Poor's) a maintenu la note de la Lituanie à « A+ ». S&P a considéré que la stratégie budgétaire du gouvernement lituanien restait crédible, en tenant compte notamment de la dette publique durablement basse. L'agence Fitch, quant à elle, a également retenu la note « A » à long terme, avec une perspective stable.

Un nouvel indice MSCI Baltic pour les trois marchés boursiers de la région

Un nouvel indicateur devrait apparaître d'ici août 2023 pour attirer les investisseurs étrangers dans la région Balte. Le ministère des Finances a mis l'accent sur la capacité de cet indice à accroître la compétitivité des entreprises locales en leur permettant de s'ouvrir aux marchés des capitaux, d'utiliser de nouveaux instruments tout en permettant la promotion des investissements internationaux. L'indice sera initialement créé à partir d'actions cotées lituanienes et estoniennes et pourrait plus tard s'élargir aux titres lettons. Ce nouvel indice est le fruit de cinq années de débats et d'échanges entre investisseurs institutionnels mondiaux et compilateurs d'indices.

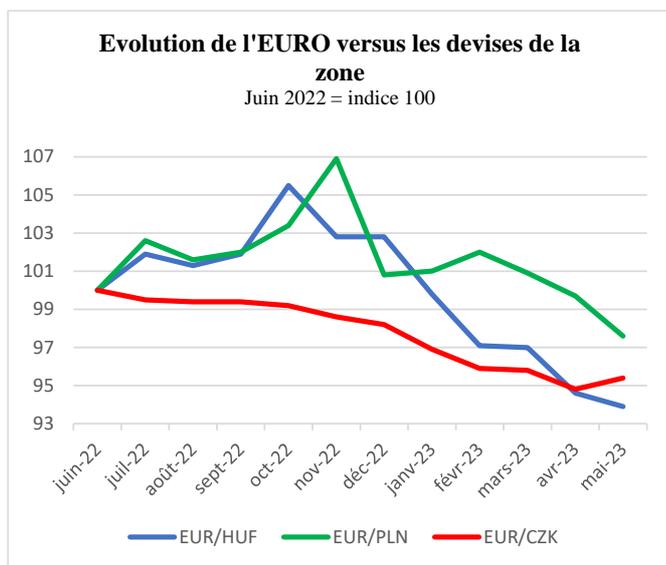
Ouverture d'un centre à Klaipėda pour faciliter l'accès au marché du travail des étrangers

A Klaipėda, un centre de service pour les étrangers ouvrira ses portes en juin 2023 afin de faciliter le processus d'intégration des ressortissants étrangers en Lituanie. Ce centre permettra d'accroître la compétitivité de la ville portuaire en attirant de la main d'œuvre qualifiée et en la mettant en contact avec les entreprises locales. Cette innovation intervient dans un contexte d'accroissement du rayonnement de la ville qui a vu le nombre d'étrangers s'y installant être multiplié par 3 ces dix dernières années.

	Décembre 2022	Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
Inflation (% g.a.)	20,0	15,2	13,3	10,7
Inflation sous-jacente (% g.a.)	12,6	12,1	11,7	10,9
Taux de chômage (% population active)	6,1	7,6	7,5	n.c.
Taux directeur (% BCE)	2,5	3,5	3,5	4,0 (à compter du 21 juin 2023)

Source : Eurostat, Banque centrale

Indicateurs financiers



	Clôture au 22/06/2023	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2022 (%)
EUR/PLN*	4,43	-1,95	-5,46
EUR/HUF*	369,43	-1,41	-7,84
EUR/CZK*	23,68	0,03	-1,80
EUR/USD*	1,10	1,51	2,99
WIG20	2076	3,53	15,82
BUX	50163	7,73	14,54
PX	1305	-1,09	8,59
Euro Stoxx 50	4304	-1,85	13,47
Spread PL-10**	347	-14	-81
Spread HU-10**	484	-61	-170
Spread CZ-10**	189	-24	-56

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

** en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB nominal (M EUR)							
2021	576 382,6	154 120,1	238 249,5	100 323,5	31 444,9	33 616,5	56 153,5
2022	656 905,5	170 246,8 (p)	276 605,9	109 651,9	36 181,4	39 062,5	66 791,1
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)							
2021	6,9	7,2	3,6	4,9	8,0	4,3	6,0
2022	5,1	4,6 (p)	2,5	1,7	-1,3	2,8	1,9
Populations (milliers)							
2021	38 162,00	9 709,89 (p)	10 697,31	5 440,66	1 330,07	1 883,01	2 808,38
2022	37 827,00 (r)	9 683,47 (p)	10 690,40	5 500,56	1 331,80	1 886,23	2 833,00
Solde public (% PIB)							
2021	-1,8	-7,1	-5,1	-5,4	-2,4	-7,1	-1,2
2022	-3,7	-6,2	-3,6	-2,0	-0,9	-4,4	-0,6
Dettes publiques brutes (% PIB)							
2021	53,6	76,6	42,0	61,0	17,6	43,7	43,7
2022	49,1	73,3	44,1	57,8	18,4	40,8	38,4
Solde du compte courant (% PIB)							
2021	-1,4	-3,9	-2,8	-2,5	-1,8	-4,2	1,1
2022	-3,0	-8,2	-6,1	-8,3	-2,2	-6,4	-5,1

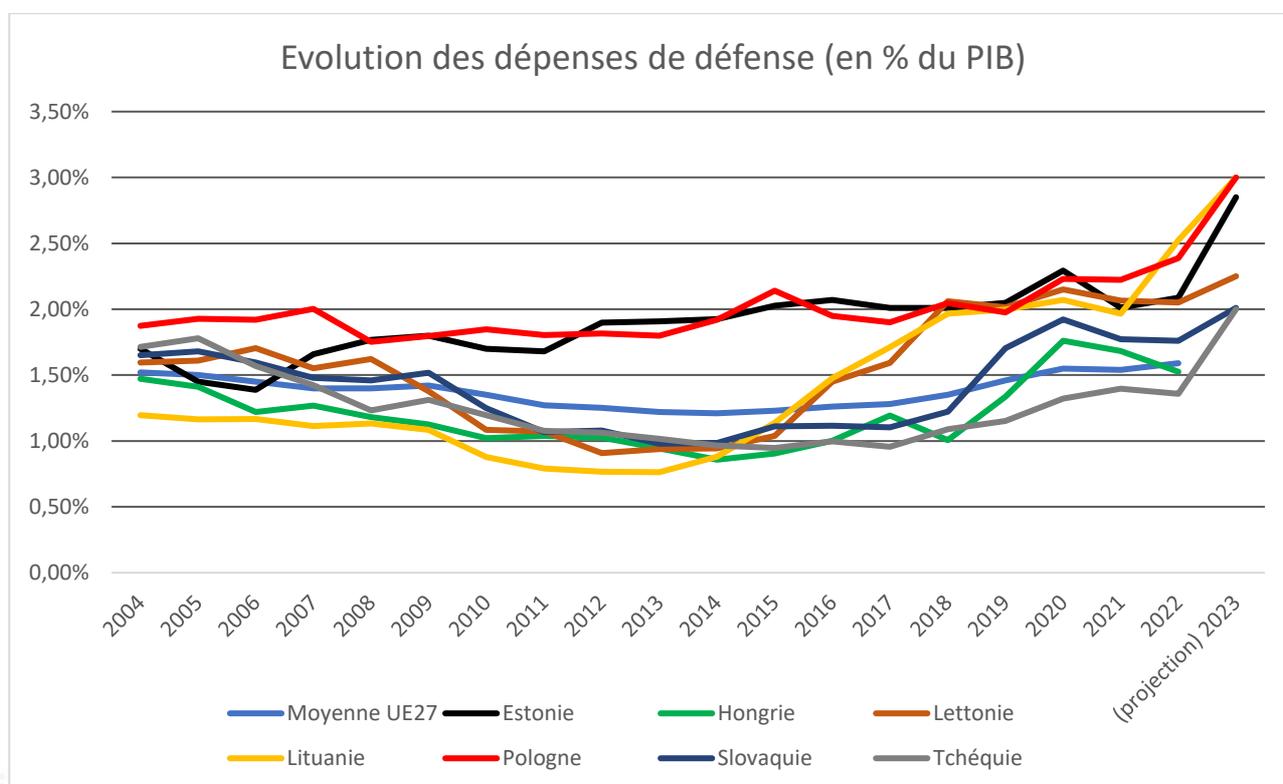
Source : Eurostat,

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois : Les dépenses de défense en Europe centrale et balte

Après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014, les pays membres de l'OTAN se sont entendus pour porter à 2% de leur PIB leurs dépenses de défense à l'horizon 2024. Si à cette époque ils ne remplissaient pas cet objectif, les pays baltes et la Pologne ont engagé un important effort de réarmement et se trouvaient déjà au dessus de ce seuil avant l'invasion russe de l'Ukraine début 2022. Ces mêmes Etats prévoient désormais d'augmenter encore leurs dépenses de défense, qui devraient atteindre sous peu les 3% du PIB. Les autres Etats d'Europe centrale (Hongrie, Slovaquie et Tchéquie) visent le seuil des 2% en 2024.

1. Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, les dépenses de défense sont à la hausse dans la région, principalement tirées par la Pologne et les Etats baltes.



Source : [SIPRI Military Expenditure Database](#), SER de Varsovie

Depuis 2014, année de l'annexion illégale de la Crimée par la Russie, les dépenses de défense ont progressé de 19% dans le monde, culminant à 2 182 Mds USD¹ en 2022 contre 1 834 Mds en 2014. Participant à ce phénomène, les pays de l'Union européenne ont vu leurs propres dépenses de défense progresser de 35% sur la même période, atteignant 268 Mds USD en 2022 contre 198 Mds USD en 2014 (cf. annexe 1).

Durant cette période, les pays d'Europe centrale et balte (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Tchéquie) se distinguent par une croissance encore plus soutenue de leurs dépenses de défense. La somme des dépenses militaires de ces 7 pays a progressé de 86%, passant de 15 Mds USD en 2014 à plus de 28 Mds USD en 2022. Certains de ces pays enregistrent des hausses particulièrement fortes : les dépenses ont progressé de 276% en 8 ans pour la Lituanie, de 175% pour la Lettonie et de 152% pour la Hongrie. A titre de comparaison sur la même période, les dépenses de défense ont progressé de 13% en France, de 32% en Allemagne et de 33% en Italie. Bien qu'en hausse, les dépenses des pays d'Europe centrale et balte ne représentent toutefois en 2022 que 10,7% des dépenses d'armements de l'UE27 (contre 7,7% en 2014).

Cette progression s'inscrit dans l'engagement des pays membres de l'OTAN, pris lors du Sommet de Newport en 2014, de porter à 2% de leur PIB au moins leurs dépenses de défense à l'horizon 2024.

Entre 2014 et 2022, les pays d'Europe centrale et balte se sont rapprochés voire, pour certains, ont dépassé le seuil des 2% du PIB. En 2014, aucun des pays d'Europe centrale et balte n'atteignait ce seuil bien que l'Estonie (1,93%) et la Pologne (1,92%) en fussent proches. Ces deux pays ont dépassé dès 2015 la cible des 2% du PIB et ont maintenu depuis lors un niveau important de dépenses de défense.

Dépenses de défense	En 2014 (en % du PIB)	En 2014 (en M USD constant 2021)	En 2022 (en % du PIB)	En 2022 (en M USD constant 2021)
Estonie	1,93	518,5	2,09	753,5
Hongrie	0,86	1 100	1,53	2 774
Lettonie	0,94	297	2,05	819,5
Lituanie	0,88	439,5	2,52	1 656,1
Pologne	1,92	9 610	2,39	16 818,9
Slovaquie	0,98	988,6	1,76	2 003
Tchéquie	0,97	2 254,4	1,39	3 707,1
Moyenne UE27	1,21	7 332,7	1,59	9 917

Source : [SIPRI Military Expenditure Database](#), SER de Varsovie

La Lettonie et la Lituanie ne consacraient en 2014 respectivement que 0,94% et 0,88% de leur PIB à la défense. Ces deux pays engagent après le Sommet de Newport un important effort de réarmement pour atteindre le seuil des 2% en 2018 pour la Lettonie et en 2019 pour la Lituanie.

¹ En USD constant de 2021, source : Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Alors qu'elles dépensaient moins de 1% de leur PIB pour leurs armées en 2014, la Slovaquie (0,98%), la Tchéquie (0,97%) et la Hongrie (0,86%) ont connu une hausse plus tardive de leurs dépenses de défense et n'avaient toujours pas atteint la cible des 2% à la veille de l'agression russe en Ukraine en février 2022.

2. Les dépenses de défense ont encore accéléré dans l'ensemble des pays de la région depuis 2022.

L'étude des trajectoires nationales fait ressortir deux groupes composés, d'une part de la Pologne et des pays baltes, et, d'autre part, des autres pays d'Europe centrale (Hongrie, Slovaquie, Tchéquie). L'agression militaire russe en Ukraine a convaincu les pays du premier groupe d'accroître encore leurs dépenses de défense, qui s'approchent à présent des 3% du PIB. Les pays du second groupe, dont le réarmement a été plus tardif, devraient atteindre le seuil des 2% en 2024. Dans l'ensemble des pays de la région, la hausse des budgets de la défense s'explique à la fois par l'augmentation des effectifs des forces armées et par l'annonce de grandes commandes d'armements.

Pologne : le gouvernement sur le point de bâtir la première armée d'Europe par les effectifs ?

La Pologne dépensait plus de 2% de son PIB pour sa défense avant 2022. Néanmoins, dès mars 2022, le **Parlement polonais a adopté une Loi sur la défense de la patrie, qui augmente le budget de la défense à 3% du PIB en 2023** (passé de 13 Mds EUR à 21 Mds EUR). Cette hausse est supportée par la mobilisation de ressources budgétaires importantes (+ 5 Mds EUR) et par un recours assumé à l'endettement public. La loi a également permis la création d'un *Fonds spécial de soutien aux forces armées* administré par la Banque nationale de développement (BGK). Ce fonds extra-budgétaire émet des obligations garanties par l'Etat polonais afin de financer l'acquisition de matériels militaires. Il entend lever jusqu'à 44 Mds EUR d'ici à 2026, dont 12 Mds en 2023. Ce faisant, en incluant les dépenses effectuées par le Fonds, **la Pologne pourrait dépasser dès 2023 les 4% du PIB consacrés à la défense**. Au sein de l'OTAN, seuls la Grèce et les Etats-Unis dépensent pour l'heure plus de 3% du PIB pour leur défense (cf. annexe 2).

Cette hausse des dépenses de défense s'inscrit dans la volonté du gouvernement polonais de rendre « *l'armée polonaise capable de dissuader sur la base de son propre potentiel de défense* [et non seulement du fait de son appartenance à l'OTAN – *ndlr*] »². A cette fin, le gouvernement entend **porter à 300 000 les effectifs des forces armées d'ici à 2035** (contre 167 000 actuellement), dont 250 000 soldats professionnels épaulés par 50 000 militaires de la Force de défense territoriale (WOT).

Afin de faire face aux menaces et pour accompagner la montée en puissance de son armée, le gouvernement polonais a annoncé de grandes commandes d'armes ces deux dernières années. Les principales commandes vers son fournisseur de référence traditionnel, les Etats-Unis, portent sur la

² [Discours du ministre](#) de la Défense Mariusz Błaszczak, lors de la conférence « Defence24 Day », juin 2022.

livraison de 250 chars M1A2 Abrams neufs (estimés à près de 4,5 Mds EUR), 116 chars M1A1 Abrams d'occasion (financés partiellement par une aide budgétaire américaine), 20 lance-roquettes multiples HIMARS (385 M EUR)³ et jusqu'à 48 systèmes de défense antiaérienne Patriot (plus de 13 Mds EUR)⁴. Le gouvernement polonais a également confirmé sa volonté d'acquérir 32 avions de combat F-35 Lockheed Martin (plus de 4 Mds EUR), 96 hélicoptères AH-64 Apache de Boeing, ainsi que 486 lance-roquettes HIMARS supplémentaires.

Soucieuse de disposer rapidement de matériels en grand nombre dans un contexte de tensions des chaînes de production la Pologne s'est tournée vers la Corée, capable de fournir très rapidement un grand nombre d'équipements « sur étagère », **devenant en l'espace de quelques mois, le principal client à l'export de l'armement coréen**. La Pologne a ainsi commandé 218 lance-roquette multiples K239 Chunmoo (5,6 Mds EUR), 48 avions FA-50 (près de 3 Mds EUR), 212 obusiers K9 Thunder (2,3 Mds EUR) et 180 chars K2 (3,25 Mds EUR). Dans le cas des K9 et K2, les contrats-cadre signés par le gouvernement polonais, prévoient la possibilité de produire en Pologne d'importantes quantités de ces matériels et de développer conjointement de nouvelles versions.

Le gouvernement polonais a également passé d'importantes commandes à l'industrie de défense polonaise parmi lesquelles 1400 véhicules de combat d'infanterie Borsuk (environ 8,5 Mds EUR), 48 obusiers Krab (montés sur les châssis des K9 coréens ; 1,8 Md EUR), 3 frégates Miecznik (2,5 Mds EUR), divers systèmes de défense anti-aérienne (programmes Pilica+ et Narew), 24 véhicules poseurs de mines Boabab, de nombreux fusils GROT ainsi que des systèmes portatifs de défense antiaérienne Piorun. Plusieurs de ces matériels ont acquis une certaine renommée depuis que la Pologne en a fait don à l'Ukraine (obusiers Krab et systèmes Piorun notamment). Le gouvernement ukrainien a par ailleurs récemment commandé 150 véhicules de combat d'infanterie Rosomak produits en Pologne.

Les commandes auprès d'industriels européens paraissent en revanche plus modestes. Le gouvernement polonais a commandé notamment 32 hélicoptères polyvalents AW149 à l'italien Leonardo (environ 1,75 Mds EUR), 2 navires de renseignement au suédois Saab (620 M EUR), 6 systèmes de défense anti-aérienne iLauncher auprès de MBDA UK (340 M EUR) ainsi que 2 satellites d'observation français auprès d'Airbus (575 M EUR).

Si la volonté de renforcer l'armée polonaise face à la menace russe fait consensus à Varsovie, des doutes existent quant à la faisabilité de toutes ses annonces. Des analystes questionnent la capacité financière de l'Etat à honorer toutes les commandes annoncées dont le montant a été évalué à l'hiver 2022 à plus de 125 Mds EUR⁵, même si seule une partie fait l'objet de commandes fermes ou « exécutoires » ayant donné lieu à versements d'acomptes. Par ailleurs, certains jugent l'objectif de doublement des effectifs des forces armées complexe à réaliser, dans un contexte démographique peu porteur. Enfin, des commentateurs s'interrogent devant la multiplicité de systèmes d'armes et de modèles différents censés coexister, qui pourrait peser sur leur utilisation opérationnelle.

³ Les prix indiqués sont des estimations fondées sur l'analyse du Crédit Agricole, « [Will armament spending accelerate economic growth in Poland ?](#) », Novembre 2022.

⁴ [Communiqué](#) DSCA du 28 Juin 2023

⁵ ibidem

Lituanie: l'effort de défense jugé prioritaire pour assurer la sécurité ainsi que la présence alliée dans le pays.

Alors qu'elle respectait déjà le seuil des 2%, la Lituanie a augmenté ses dépenses de défense pour atteindre 2,52% du PIB en 2022. La loi de finances lituanienne consacrait 2,05% du PIB (1,2 Md EUR) à la défense en 2022. La guerre en Ukraine a toutefois justifié une augmentation de 400 M EUR des dépenses militaires, atteignant ainsi 2,52% du PIB. Selon le budget 2023, les dépenses de défense pourraient atteindre 3% du PIB (presque 3 Mds EUR) si certaines conditions d'endettement sont respectées. Cette hausse des crédits a été supportée au Parlement par l'ensemble de la classe politique, désireuse d'assurer la sécurité du pays qui partage des frontières avec la Russie et la Biélorussie. L'ensemble des segments de la défense devrait bénéficier de financements supplémentaires dont le renseignement, cyber, les forces de réserve, et l'Union des tireurs Lituanien (force paramilitaire).

D'importantes commandes d'armements devraient permettre de renforcer les capacités de l'armée lituanienne. Le ministère de la Défense avait estimé à 500 M EUR par an ses besoins afin d'accélérer le programme de modernisation des forces armées à l'horizon 2030, qui devrait maintenant être achevé dès 2026. Le gouvernement lituanien a annoncé à cette fin d'importantes commandes dont 8 systèmes HIMARS américains, des systèmes de défense sol-air NASAMS (américano-norvégien) et Avenger (américain), des véhicules de combat d'infanterie Boxer (allemands), des drones kamikaze Switchblade (américain) et des lance-missiles anti-char Javelin (américain). **Le gouvernement lituanien a également signé en 2022 un contrat pour l'acquisition de 18 obusiers CAESAR auprès du français Nexter.**

Le gouvernement entend aussi accroître les capacités d'accueil pour les troupes de l'OTAN stationnées en Lituanie. Trois camps d'entraînement et de stationnement devraient être construits ou modernisés pour accueillir les troupes alliées participant à la défense de la Lituanie.

Lettonie: pour pérenniser la présence alliée, l'indispensable renforcement des capacités militaires et des infrastructures.

Avec des dépenses de défense déjà supérieures à 2% du PIB, la Lettonie s'est fixée pour objectif d'atteindre 3% d'ici 2027. En 2023, les dépenses de défense devraient s'élever à 986,83 M EUR, soit 2,25% du PIB. En 2024, le budget de la défense devrait atteindre 1,1 Md EUR, soit 2,4% du PIB, et, en 2025, 1,2 Md EUR, soit 2,5% du PIB. 200 M EUR seront notamment dédiés annuellement à l'achat de systèmes de défense aérienne.

Afin de renforcer la défense du pays, en 2024, le Service de défense de l'État (VAD) mènera deux conscriptions et 600 personnes seront recrutées dans les forces armées nationales, ainsi que 250 dans d'autres types de services, selon un arrêté publié par le ministre de la Défense.

Un autre axe de développement pour l'armée lettone est celui des infrastructures. Ainsi, le 16 mai 2023, le gouvernement a adopté un *Plan de relèvement et de résilience* qui prévoit la construction « nécessaire » de deux nouvelles casernes dédiées aux futures recrues du Service de défense de l'État,

l'infrastructure existante étant déjà pleinement occupée. Ces nouvelles constructions devraient permettre également d'accueillir 450 soldats supplémentaires sur la base militaire de l'Otan.

Estonie : la coalition au pouvoir s'est engagée à renforcer les capacités de défense

Arrivé en tête des législatives de mars 2023, le parti de la Première ministre Kaja Kallas (reconduite) a fait du renforcement de la défense nationale un point central du programme de la coalition au pouvoir.

La création d'un parc industriel produisant des armes et munitions, ainsi que des systèmes aériens (drones, lutte anti-drones, guerre électronique), renforcera les capacités et l'industrie de défense. Le développement de la zone d'entraînement de Nursipalu, jusqu'alors bloqué, doit débuter.

Le nouveau gouvernement a adopté une actualisation du Plan de développement de la défense nationale pour 2031, qui portera les dépenses de défense à 3% du PIB d'ici 2027. Alors que le précédent plan allouait 1,3 Md EUR à l'achat de munitions, son actualisation devrait y ajouter 1 Md EUR supplémentaire afin de doubler les stocks. Ce plan consacre la création de nouvelles unités dont un bataillon d'artillerie automotrice et un bataillon de renseignement.

L'Estonie entend renforcer tous les aspects de la défense du pays. Les Forces de défense estoniennes (force d'active) devraient bénéficier de la création d'une capacité de défense numérique centralisée ainsi que d'une unité de réaction rapide. Le gouvernement prévoit également de renforcer l'opérabilité de la Ligue de défense (force paramilitaire intégrée aux forces armées estoniennes), dont le personnel sera porté à 20 000 personnes (contre 15 000 actuellement). Le nombre de conscrits devrait atteindre 5 000 en 2025 (3 000 actuellement). La coalition prévoit également de renforcer la sécurité intérieure (contre-espionnage, lutte contre la désinformation, construction d'infrastructures terrestres à la frontière orientale, développement des capacités non militaires ainsi que de protection civile).

D'importantes commandes d'armements sont passées auprès d'industriels occidentaux, israéliens et coréens. A l'instar de ses voisins, le gouvernement estonien a commandé 6 lance-roquette américains HIMARS ainsi que 36 obusiers automoteurs sud-coréens K9. Le pays a acheté 100 lanceurs et 300 missiles anti-aériens polonais Piorun. L'Estonie se distingue dans la région par ses achats de matériels israéliens dont des munitions rodeuses Harpy (*Israel Aerospace Industries*), des missiles anti-char Spike (*Rafael*), et des missiles de défense côtière Blue Spear (*Proteus Advanced Systems*). **En marge du dernier salon du Bourget, l'Estonie a annoncé des commandes auprès d'industriels français.** L'Estonie participe ainsi à la commande conjointe avec la France, la Belgique, Chypre et la Hongrie, de 1000 missiles sol-air Mistral auprès de MBDA. Le pays a également décidé d'acheter deux radars GM400 Alpha de dernière génération auprès de *ThalesRaytheonSystems*.

Tchéquie : longtemps sous ce seuil, le pays devrait atteindre les 2% en 2024.

La République tchèque a adopté une loi sur le financement de la défense, qui imposera dorénavant aux gouvernements de consacrer au moins 2% du PIB annuellement aux dépenses militaires et permettra au ministère de la Défense de mieux dépenser les budgets alloués, en autorisant les reports de crédits. Elle a été promulguée le 7 juin 2023, pour entrer en vigueur à partir de juillet 2023 et s'appliquer dès la préparation du budget de l'État 2024.

Cet objectif « plancher » de 2% du PIB (soit environ 5,5 Mds EUR) consacrés à la défense figurait déjà dans le programme de gouvernement de la coalition et ne constitue pas une nouveauté. Sa formalisation dans une loi traduit la volonté des autorités tchèques d'accélérer la mise en œuvre de cet objectif. Elle vise aussi à sécuriser dans la durée sa réalisation et à marquer la solidité de l'engagement comme allié au sein de l'OTAN, après que la guerre en Ukraine ait souligné l'urgence et la pertinence de la modernisation et de la transformation en cours de l'outil militaire tchèque. Si l'appui transpartisan à cette loi est à noter (vote favorable des députés d'opposition ANO mais également d'un élu du SPD d'extrême droite), **le véritable défi consistera à dépenser en totalité les fonds disponibles, du fait de la complexité des procédures nationales d'acquisition.**

Cette hausse du budget va notamment servir à l'acquisition de nouveaux matériels dont des véhicules de combat d'infanterie CV90 suédois. Le contrat d'achat (l'un des plus importants de l'histoire tchèque avec l'achat de 246 unités) a été signé en mai 2023. Outre cela, ce sont aussi les segments aériens et de défense anti-aérienne qui sont cités comme axes d'effort principaux. La négociation pour l'achat de 24 F35 est toujours en cours, pour un montant évoqué de 100 Mds de couronnes (4,2 Mds EUR). La République tchèque a également commandé en décembre 2022 au français Nexter 10 systèmes d'artillerie CAESAR, en supplément de sa commande initiale de 52 systèmes signée en 2021, portant l'investissement total à près de 425 M EUR.

Les achats se font donc auprès des Etats-Unis mais aussi des partenaires européens. La Tchéquie garde des canaux d'approvisionnement variés, avec l'avantage d'avoir une industrie domestique de défense diversifiée. Elle est constituée de nombreuses entreprises, présentes dans des domaines variés, de bon niveau, souvent de taille moyenne et tournées vers l'export. Partant, la perspective du développement d'une industrie de défense européenne représente certainement moins un défi qu'une opportunité pour l'industrie tchèque.

La politique d'acquisition de nouveaux matériels devrait être complétée d'un accroissement des effectifs, avec une volonté d'atteindre 30 000 soldats et 10 000 réservistes à l'horizon 2030 (début 2022, 27 197 soldats et 4 191 réservistes étaient comptabilisés).

Hongrie: le gouvernement promet d'atteindre le seuil des 2% en 2024.

Les dépenses militaires hongroises sont en progression continue depuis un point bas en 2018: la Hongrie consacrait alors 1,01% de son PIB à la défense, soit 1,35 Md EUR. Ces dépenses ont été réhaussées jusqu'à atteindre 2,56 Mds EUR en 2022 (1,53%). Un Fonds spécifique pour la défense a également été créé en 2022 afin d'accroître les dépenses. Ses ressources devraient passer de 2,28 Mds EUR en 2023 à 3,55 Mds EUR en 2024 (+55%) et bénéficier aux infrastructures militaires, aux coûts de fonctionnement des armées et, dans une moindre mesure, au développement des capacités des forces aériennes et terrestres. **Le ministre des Finances a annoncé que les dépenses de défense s'élèveraient en 2024 à 2,1% du PIB** (4,87 Mds EUR) conformément à l'engagement envers l'OTAN.

Le gouvernement a effectué des achats d'armes substantiels, en grande partie auprès de fournisseurs allemands et américains. Ainsi, les chars Leopard 2, achetés à l'Allemagne, et le système de missiles

NASAMS, de fabrication norvégienne et américaine, arriveraient en Hongrie entre 2023 et 2025. Le gouvernement a décidé d'avancer certains achats prévus dans le cadre du programme de défense et de développement militaire Zrínyi, qui soutient le développement des forces militaires.

L'industrie de défense hongroise devrait également bénéficier du contexte actuel avec l'installation de six nouvelles usines d'armement dont la production sera destinée essentiellement à l'exportation.

Slovaquie: le seuil des 2% atteint en 2023.

En 2023, la loi de Finances a prévu des dépenses de défense à hauteur de 2,5 Mds EUR soit 2,01% du PIB. Après 1,97% du PIB en 2020, 1,76% en 2021 et 1,78% en 2022, la Slovaquie devrait donc être en mesure de satisfaire son engagement vis-à-vis de l'OTAN.

Le ministère de la Défense emploie 20 000 personnes dont 12 342 soldats professionnels alors que le gouvernement a pour objectif d'atteindre 17 600 soldats professionnels. Or, selon le ministère des Finances, cet objectif à l'horizon 2030 est surdimensionné et insuffisamment expliqué, notamment par rapport aux pairs de la Slovaquie. Les dépenses courantes représentent toujours 72,5% de l'ensemble des dépenses de défense.

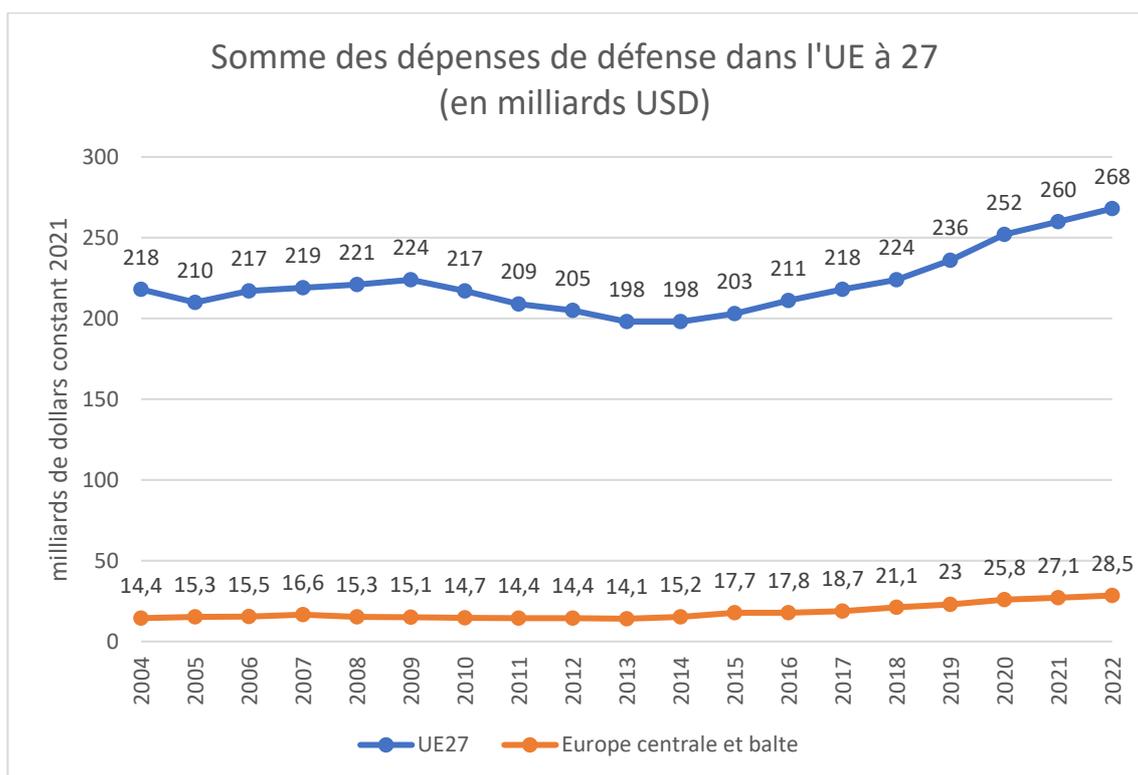
La hausse des dépenses de défense observée entre les années 2012 et 2019 est liée principalement à l'achat de **14 avions de chasse F-16**. Ce contrat, dont les premières livraisons interviendront en 2024, s'élève à 1,6 Md EUR, auxquels s'ajoutent 146 M EUR pour l'entraînement et 95 M EUR pour les munitions. **Plus globalement, la hausse nominale des dépenses de défense ces dernières années est liée aux projets d'armement planifiés avant le début de l'agression russe à l'encontre de l'Ukraine :** F-16, véhicules de combat blindés 8x8, radars 3D et obusiers Zuzana 2. En décembre 2022, le ministère de la Défense a conclu un accord sur l'achat pour 1,68 Md EUR de 152 véhicules blindés de transport de troupes CV90 de la société anglo-suédoise suédoise BAE Systems AB. Les premiers véhicules devraient être délivrés à l'armée slovaque en 2025.

Pour aller plus loin :

- Base de données du SIPRI sur les dépenses de défense dans le monde : [SIPRI Military Expenditure Database | SIPRI](#)
- « *Augmentation des dépenses de défense en Europe : du discours à la réalité budgétaire* », Julien Malizard, Fondation pour la Recherche Stratégique, juin 2023 [Defense&Industries-N17 \(frstrategie.org\)](#)
- « *The impact of the war in Ukraine on Polish arms industrial policy* », Anastasia Cucino et Lorenzo Scarazzato, Stockholm International Peace Research Institute, juin 2023, [The impact of the war in Ukraine on Polish arms industrial policy | SIPRI](#)
- « *How the Balts are getting ready for war. Purchasing equipment is not everything* », Aleksander Olech, *Defence24*, août 2022, <https://defence24.com/geopolitics/how-the-balts-are-getting-ready-for-war-purchasing-equipment-is-not-everything>
- « *La Pologne, nouvelle superpuissance militaire ?* », Amélie Zima, *Le Collimateur*, Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire, mai 2023, [La Pologne, nouvelle superpuissance militaire ? | 23.05.2023 \(irsem.fr\)](#)

Annexes :

Annexe 1. Evolution des dépenses de défense dans l'Union européenne.

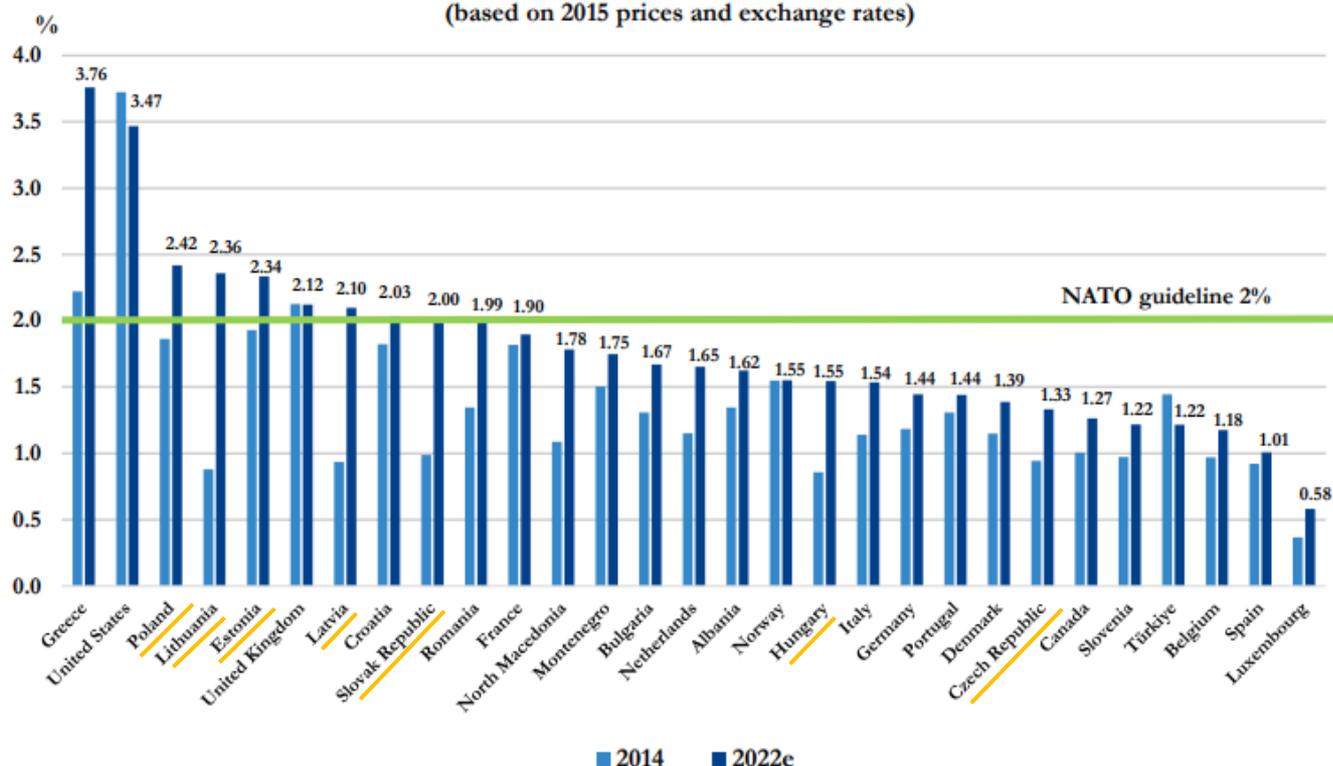


Source : [SIPRI Military Expenditure Database](#), SER de Varsovie

Annexe 2. Dépenses de défense en proportion de la richesse nationale parmi les pays membres de l'OTAN.

Graph 3 : Defence expenditure as a share of GDP (%)

(based on 2015 prices and exchange rates)



Note: Figures for 2021 and 2022 are estimates.

Source: [20220627 nato defence expenditure information june 2022 a.pdf](https://20220627_nato_defence_expenditure_information_june_2022_a.pdf) (sipri.org)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga
Révu par : Anselme Imbert
Pour s'abonner : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr

Ambassade de France en Pologne – Ul. Piękna 1, 00-477 Varsovie